



METTONS FIN À LA PAUVRETÉ INFANTILE AU CANADA

Communiqué de presse

28 septembre 2010

Le gouvernement du Canada laisse tomber les personnes en situation de pauvreté au Canada

Toronto – Le gouvernement du Canada a tourné le dos aux personnes à faible revenu au Canada et il fait fi des travaux du Sénat et de la volonté de la majorité à la Chambre des communes de s'attaquer diligemment à la pauvreté au pays. Dans sa réponse au rapport de 2009 du Sénat : *Pauvreté, logement, itinérance : les trois fronts de la lutte contre l'exclusion*, le gouvernement du Canada rejette les recommandations du rapport. Il est à noter que tous les partis de la Chambre des communes, sauf le parti conservateur à la tête d'un gouvernement minoritaire, sont en faveur de politiques musclées pour réduire les taux de pauvreté.

Au moins un Canadien sur dix était en situation de pauvreté avant les turbulences économiques de ces dernières années et, comme la population est toujours aux prises avec la récession, il est évident que la situation s'aggravera avant de s'améliorer. Les indicateurs actuels mettent en relief le nombre substantiel de personnes ayant épuisé leurs prestations d'assurance-emploi, les demandes accrues d'aide sociale et le pourcentage jamais vu d'endettement des ménages canadiens.

« On a peine à comprendre l'hypothèse simpliste du gouvernement selon laquelle les collectivités locales devraient mener la lutte contre la pauvreté pendant que le gouvernement fédéral se soustrait à ses responsabilités entourant la sécurité du revenu élémentaire et les services de garde à l'enfance. Le moment est parfaitement indiqué pour que le gouvernement fédéral assume son rôle historique et s'attaque à la pauvreté et aux inégalités financières. Au lieu de cela, le gouvernement du Canada fait fi d'un ensemble de recommandations créatives en matière de politique publique », a dit Laurel Rothman, coordonnatrice nationale de Campagne 2000.

« C'est beaucoup trop facile de se fier au seul marché du travail pour sortir les gens de la pauvreté. Des emplois lorsqu'ils sont mal payés et sans avantages sociaux ont pour effet d'enraciner la pauvreté. Ils ne permettent pas d'assumer le coût d'élever des enfants. On n'est pas surpris de voir qu'en 2008, dans les familles où vivait un tiers des enfants pauvres, au moins un parent avait travaillé toute l'année. Pour les adultes qui ont des incapacités et sont parfois inaptes à travailler et pour les aînés qui sont à la retraite, il est essentiel d'avoir des programmes de sécurité du revenu solides et sûrs », a dit Sid Frankel, Social Planning Council of Winnipeg.

Nous demandons avec instance au gouvernement fédéral de respecter la résolution adoptée à l'unanimité par les parlementaires le 24 novembre 2009 et de travailler avec les provinces et les territoires à l'élaboration « d'un plan immédiat pour éliminer la pauvreté au Canada pour tous ». En août, une table ronde réunissant des représentants politiques, des représentants de la société civile, des chefs autochtones, des représentants du mouvement syndical et du milieu des affaires a ratifié ce qu'il est convenu d'appeler la Déclaration de Winnipeg (<http://www.campaign2000.ca/whatsnew/releases/Winnipeg%20StatementAug2010.pdf>). Tous et toutes ont convenu que l'éradication de la pauvreté devait faire partie du plan de travail des premiers ministres et du gouvernement fédéral. Les premiers ministres, dans le communiqué de presse suivant la réunion de 2010 du Conseil de la fédération, se sont engagés à faire de la réduction de la pauvreté un élément du programme de relance économique. « Maintenant, le gouvernement doit agir et faire preuve de responsabilité », a ajouté Laurel Rothman.

-30-

Campagne 2000 est un réseau pancanadien et non partisan de 120 organismes nationaux, provinciaux et communautaires engagés dans la lutte pour éliminer la pauvreté des enfants et des familles au Canada. www.campaign2000.ca

Pour d'autres commentaires, veuillez communiquer avec:

Laurel Rothman, coordonnatrice nationale de Campagne 2000 (416-575-9230 – cellulaire 416-595-9230, poste 228 ou Liyu Guo, 416-595-9230, poste 244)

Jacquie Maund, Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230, poste 241 (**porte-parole francophone**)